



# LE POULS AFRICAIN

Voix du Mouvement Œcuménique Africain



Une publication de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique

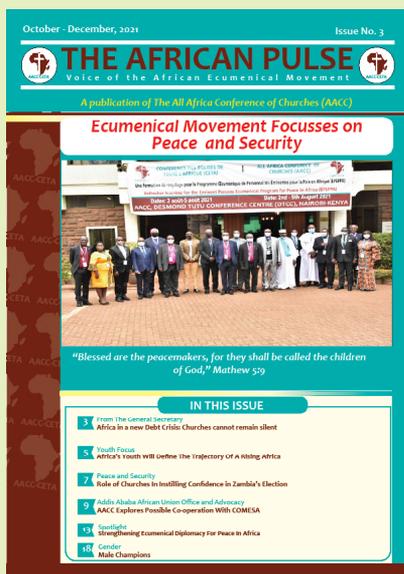
## Le mouvement œcuménique garde un œil ouvert sur la paix et la sécurité



Heureux ceux qui procurent la paix, car ils seront appelés fils de Dieu : (Matthieu 5 :9)

### DANS CE NUMERO

- 3** Du Secrétaire Général  
L'Afrique dans une nouvelle crise de la dette : les églises peuvent-elles garder silence ?
- 5** Focus sur la jeunesse  
La jeunesse africaine va définir la trajectoire pour une Afrique montante
- 7** Paix et sécurité  
Rôle des églises pour inspirer la confiance dans les élections en Zambie
- 9** Bureau de liaison avec l'Union Africaine à Addis Abeba et le plaidoyer  
CETA – COMESA : renforcer la coopération
- 13** Coup de projecteur  
Renforcer la diplomatie œcuménique pour la paix en Afrique
- 18** Genre  
Les champions masculins



# EQUIPE EDITORIALE

Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA)

## Responsable de la publication

Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA)

## Equipe de rédaction

Rev. Prof. Bosela Eale

Evelyn Okunda

Minoo Kyalo

Geoffrey Alemba

Patrick Mwangi

## Secrétaire de rédaction

Patrick Mwangi

## Conception & mise en page

Apollo Obiero

## Distribution

Conférence des Eglises de Toute l'Afrique (CETA)

## Contacts

ALL AFRICA CONFERENCE OF CHURCHES

General Secretariat, Waiyaki Way,

Opposite Safaricom House

P. O. Box 14205 - 00800, Westlands, Nairobi

Tel: +254 20 4441483, 44441338

Email: [secretariat@CETA-ceta.org](mailto:secretariat@CETA-ceta.org)

Website: [www.CETA-ceta.org](http://www.CETA-ceta.org)

Le Pouls africain est publié trimestriellement par la Conférence des Eglises pour toute l'Afrique comme plateforme d'information, d'éducation, et de plaidoyer pour le mouvement œcuménique en Afrique. Le rédacteur reçoit des articles pour publication sans aucune obligation. Les articles doivent porter les noms complets de l'auteur, son occupation, son adresse email et ses contacts téléphoniques pendant la journée. Les articles peuvent être édités pour raison de clarté et d'espace.

Pour envoyer des articles ou le feedback, utilisez l'adresse email suivante :- [secretariat@aacc-ceta.org](mailto:secretariat@aacc-ceta.org)

La CETA est un organisme œcuménique continental qui compte plus de 140 millions de fidèles à travers le continent. La CETA est la plus grande association d'églises protestantes, anglicanes, orthodoxes et indigènes en Afrique et elle est membre du réseau œcuménique mondial. La CETA est une communion de 204 membres dont des églises, des Conseils Nationaux d'Eglises (CNE), des institutions théologiques et de formation de laïcs et d'autres organisations chrétiennes dans 43 pays africains.



# L'Afrique dans une nouvelle crise de la dette : les églises peuvent-elles garder silence ?



Par Rév. Dr Fidon Mwombeki

En septembre 2021, la CETA a tenu une « consultation sur la dette publique, la corruption et les flux illicites » en Zambie. Nous avons entendu des statistiques accablantes sur la situation dans de nombreux pays africains. Nous sommes déjà dans une nouvelle crise, et les églises ne peuvent pas rester silencieuses. Le silence est une forme de complicité.

Au moins certains d'entre nous se souviendront de la grande « Campagne du Jubilé 2000 », qui a été une grande réussite et qui a conduit à l'annulation et la restructuration des dettes de ce qu'on appelle « Pays pauvres hautement endettés », dont la plupart étaient africains. Celle-ci a ensuite été suivie de « programmes d'ajustement structurel » mal conçus qui n'ont jamais apporté les résultats significatifs attendus. Vingt ans après, la plupart des pays africains sont même plus endettés qu'avant. Et pour la plupart, les églises gardent silence à ce sujet.

Mon propre pays la Tanzanie, par exemple, a emprunté 3,9 milliards de \$US en une année depuis juillet 2020. On dit aux gens que « la dette est viable », selon des critères des agences de prêt. Il lui a été promis et même accordé plus de prêts du FMI et d'autres, pour financer toutes sortes de projets merveilleux. On dit aux Tanzaniens: « nous construisons ces choses avec notre propre argent ». Bien que cela soit techniquement correct, ils ne disent pas que cet argent est réellement emprunté au dos de nos enfants et arrière-petits-enfants, qui, bien que n'étant pas encore nés, devront les payer. Ce sont des prêts.

Nous entendons parler de nombreux pays qui se bousculent pour obtenir de plus en plus d'argent pour construire ceci et cela, voire pour payer leurs dépenses courantes et financer les emprunts précédents. Certains des pays utilisent plus de 50 % de leurs revenus pour payer la dette, pire encore que la situation contre laquelle nous avons fait campagne lors de la Campagne du Jubilé 2000.

Certains pays ont des dettes allant jusqu'à 175% de leur Produit Intérieur Brut. Cela signifie qu'avec tout ce qui est produit par tous les habitants du pays en un an, sans en utiliser la moindre portion, ces pays ne peuvent pas payer leurs dettes. Et, on leur dit que c'est viable.

Le lourd fardeau de la dette est exacerbé par la corruption généralisée et les flux financiers illicites. Nos fonctionnaires corrompus contractent d'énormes dettes qui dépassent les fonds nécessaires pour les dépenses, car une grande partie est perdue à travers la corruption. Nous ne savons pas à la fin quel montant est utilisé pour faire ce qu'ils prétendent vouloir faire.

Nous l'avons vu lors de la ruée pour faire face aux perturbations et interventions liées à la Covid-19. Beaucoup de biens pirates ont été achetées, de fausses sociétés ont été créées et d'autres fonds ne peuvent tout simplement pas être justifiés. Et nous allons tout rembourser. Il en est de même dans les projets d'infrastructure, qui finissent par coûter plus cher que leur valeur réelle.

L'autre aspect concerne la richesse abondante dont nous parlons en Afrique en termes de ressources. Comment comprenons-nous que certains des pays les plus endettés, comme par exemple l'Angola, la RDC, la Zambie, soient les plus riches en ressources ? Comment se fait-il que l'Angola a la dette la plus élevée envers la Chine, avec plus de 20 milliards de dollars ?

Nous félicitons le gouvernement qui a commencé à suivre les traces de l'argent angolais, où qu'il soit caché afin qu'il soit rapatrié. On se souvient de la campagne du Président Obasanjo du Nigeria à l'époque, pour rapatrier les fonds volés. On entend des histoires de caisses d'argent confisquées à l'étranger. Et maintenant, les documents de Pandora après les documents de Panama. Les Africains sont là-dedans ! Nous demandons, est-ce que tous les pays africains prennent vraiment ceci au sérieux ?

Nous ne voulons pas léguer à nos enfants et petits-enfants des montagnes de dettes. Nous devons vivre dans les limites de nos moyens et emprunter de manière abordable et selon les besoins. Le développement a besoin de financement. Mais le financement doit être viable et se faire de manière responsable.

Il est grand temps que les églises s'agitent au sujet de la question et qu'elles exigent la transparence et des actions. Notre consultation en Zambie a fait des suggestions spécifiques aux églises de nos pays pour aborder la question comme une question d'intendance nationale. Nous devons être des agents de transformation. La transformation commence par l'information.

Il est temps, une fois de plus, que les Eglises africaines remettent la question de la dette publique sur la table. Nous devons prendre la responsabilité d'exiger de nos parlements et nos propres membres d'église au sein du gouvernement de nous donner des informations correctes. Nous pouvons nous rendre compte que certains d'entre eux ne comprennent pas eux-mêmes l'ampleur de la situation.

En ce moment, concentrons-nous davantage sur nos propres gouvernements. Ils doivent évaluer de manière réaliste et être transparents sur notre situation. En cas de nécessité, ils doivent emprunter de manière responsable et gérer les dettes et nos ressources avec la plus grande crédibilité et transparence.

Les églises ne doivent plus continuer à rester ignorantes, ou rester silencieuses par rapport à ce sujet. Nous sommes appelés à travailler pour la justice, non seulement pour nous-mêmes et notre génération, mais aussi pour les prochaines générations après nous.

**Le Révérend Dr Fidon Mwombeki est le Secrétaire Général de la Conférence des Eglises pour Toute l'Afrique. Il peut être contacté à [secretariat@CETA-ceta.org](mailto:secretariat@CETA-ceta.org)**

# Les emprunts désordonnés du gouvernement inquiètent l'Église

*Ouvre ta bouche pour le muet, pour la cause de tous les délaissés. Ouvre ta bouche, juge avec justice, et défends le malheureux et l'indigent. (Proverbes 31 :8-9 Louis Segond)*

Les églises tirent la sonnette d'alarme. La dette de l'Afrique devient incontrôlable. Les gouvernements sur le continent se sont lancés dans un engouement frénétique d'emprunt ; ce qui a maintenant placé le continent en danger. La situation s'est empirée pendant la crise de La Covid 19, où les pays ont contracté encore plus de dettes.

La sonnette d'alarme a retenti. Plusieurs pays sont maintenant défaillants ou en risque de le devenir sur le paiement de leurs dettes.

Pire encore, les obligations de remboursement de la dette consomment toutes les ressources fiscales du continent, ne laissant rien pour des programmes sociaux et de développement pour la population.

C'est cette situation qui a conduit la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA) à convoquer une consultation de haut niveau sur les enjeux de la « Dette publique, corruption et flux financiers en Afrique », qui a eu lieu à Lusaka, Zambie du 20 au 24 septembre 2021 sous les auspices du Conseil des Églises de la Zambie.

La consultation a réuni des chefs d'églises, des dirigeants de femmes et de jeunes leaders des églises et conseils chrétiens membres d'Angola, du Congo Brazzaville, de la RD Congo, d'Égypte, d'Erythrée, d'Eswatini (Swaziland), d'Éthiopie, du Ghana, du Kenya, du Libéria, du Malawi, du Mozambique, du Nigéria, du Rwanda, de la Tanzanie, de l'Ouganda, de la Zambie et du Zimbabwe.

Il y a eu des présentations d'experts de réseaux africains sur la dette et le développement (AFRODAD), des chercheurs du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), de Transparency International (TI) Zambie, du Centre Jésuite de Réflexion Théologique (JCTR), de Consumer Unit Trust



International (CUTS) et de l'Université de Zambie. Un message de meilleurs souhaits a été reçu du Chef du Secrétariat du Conseil Economique, Social et Culturel de l'Union Africaine (AU-ECOSOCC).

Dans une allocution passionnée, le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr. Fidon Mwombeki, a noté qu'il y a vingt ans, de nombreux pays africains ont bénéficié de l'allègement et de l'annulation de la dette par les pays riches après une campagne mondiale massive pour le Jubilé 2000. «Aujourd'hui, presque tous ces pays ont des dettes plus importantes qu'à cette époque

Le Rév. Mwombeki a martelé que le moment était venu pour que les églises en Afrique s'agitent et relancent la campagne contre les emprunts irresponsables, qui sont aggravés par la corruption. Il a dit que la nouvelle campagne doit cibler les prêteurs et les gouvernements Africains.

«Nous devons réveiller nos parlements et nos gouvernements et exiger la responsabilité, la transparence et l'arrêt des flux financiers illicites hors de nos pays », a-t-il déclaré.

A l'issue du Sommet, les dirigeants se sont engagés à agir pour arrêter les emprunts irresponsables. Ils ont publié la déclaration de Lusaka sur la dette publique, la corruption et les flux financiers illicites.

Ils ont insisté que les peuples d'Afrique interpellent d'une manière déterminée les systèmes et les structures qui soutiennent la corruption et les flux financiers illicites.

« Garder silence quand la corruption et les flux illicites sont commis équivaut à être complice. Par conséquent, le temps de se taire ou de fermer les yeux est révolu pour une Afrique meilleure, pacifique et prospère », a déclaré le communiqué. Leur déclaration comportait plusieurs autres résolutions

Premièrement, ils se sont engagés à :

1. Jouer de manière proactive leur rôle prophétique en vue d'influencer les décideurs aux niveaux national, régional et continental sur une gestion prudente de la dette et un investissement équitable dans les services publics, étant motivés par la théologie d'une intendance responsable et en parlant d'une seule voix.
2. Dénoncer et exposer le mal dans la société, exposer les problèmes de mauvaise gouvernance et de violation des droits humains, sauvegarder et protéger les défenseurs des droits humains.
3. Mener régulièrement des recherches afin d'engager les détenteurs d'obligations dans une perspective bien informée mais aussi exploiter et mettre à profit les différentes expertises qui sont au sein des communautés de foi en vue d'une contribution significative à l'édification de la nation.
4. Encourager les programmes internationaux de mentorat pour les jeunes pour une citoyenneté active tout en restant fidèle à l'éthique chrétienne de la vie publique.
5. Plaider pour la révision du curriculum des institutions théologiques pour y inclure la justice économique mais aussi inclure dans les classes de catéchuménat et les enseignements de l'école de dimanche des enseignements sur la justice économique et les dangers de la corruption et des flux financiers illicites.

Deuxièmement, appeler les gouvernements africains à :

1. Assurer la transparence, la redevabilité et une gestion prudente de la dette mais aussi assurer l'accès à l'information sur les contrats signés et

les traités d'investissement, pour démontrer une intendance responsable.

2. Mettre en application les lois qui donnent le pouvoir au parlement de contrôler les accords financiers avant l'acquisition de tout crédit et rendre opérationnelles les cellules de renseignements financiers.
3. Assurer une participation significative de toutes les parties prenantes dans les processus d'élaboration du budget.
4. Promouvoir les initiatives locales et appuyer les petites et moyennes entreprises pour la croissance de l'économie locale, par exemple, exiger aux petits mineurs locaux de vendre leurs ressources minérales de manière à faciliter le contrôle de l'exploitation minière illégale.
5. Protéger et assurer l'espace des Organisations de la Société Civile et acteurs religieux engagés dans le contrôle budgétaire et les réformes publiques.
6. Combattre la corruption et les flux financiers illicites en adhérant aux conventions et traités internationaux.

Et troisièmement, en appeler aux institutions financières internationales pour :

1. Assurer l'accès aux informations des contrats signés et aux traités d'investissement.
2. S'assurer que les contrats attribués sont systématiquement surveillés et évalués jusqu'à leur terme selon leur calendrier normal.
3. S'assurer qu'il y a transparence, responsabilité et une gestion prudente de la dette et s'abstenir d'encourager l'acquisition de dettes supplémentaires.
4. Appui au renforcement des capacités nationales de la société civile pour suivre les dettes acquises.
5. Accorder l'annulation ou l'allègement de la dette dans le contexte de la pandémie de COVID-19.
6. Veiller à ce que leur responsabilité sociale d'entreprise réponde aux besoins de la communauté.
7. Adhérer aux principes de sauvegarde dans le financement des projets d'investissement.

# Rencontrez vos nouveaux dirigeants



**Rév. Dr Israel Akanji,**  
Président, Convention Baptiste du Nigéria,  
Nigéria



**Rév. Dr. Billy Gama,**  
Secrétaire Général, Synode de Blantyre de  
l'Eglise Presbytérienne de l'Afrique Centrale  
(CCAP), Malawi



**Rév. Dr. IRAKO ANDRIAMAHAZOSOA Ammi,**  
Président du Bureau National et Président de FJKM,  
pour la période 2021 - 2025,  
Madagascar



**Rt. Rev. Kenneth Sibanda,**  
Evêque Président de l'Eglise Evangélique  
Luthérienne du Zimbabwe,  
Zimbabwe

# Aperçu des activités de la CETA au Nigéria pendant la visite Août/Septembre

## Formation des jeunes au leadership autour de l'Agenda 2063

Les participants à l'événement de formation des jeunes au leadership autour de l'Agenda 2063 et le personnel de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) sont arrivés au Nigéria le 23 août 2021. L'évêque Aloysius Agbo était présent pour accueillir le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr Fidon Mwombeki, à l'aéroport.

A son arrivée, le Rev. Mwombeki a été accompagné jusqu'à la maison St Mathias, siège de l'Eglise Anglicane, pour rencontrer brièvement le Primat de l'Eglise du Nigeria, Mgr Henry Ndukuba. Il était accompagné de membres de l'équipe de la CETA. Il a eu un bref entretien avec Mgr Ndukuba.

Après trois jours d'une conférence passionnante pour les jeunes, Mgr Ndukuba a organisé un dîner spécial à sa résidence pour tous les participants. C'était la cérémonie de clôture de l'événement. L'événement était agrémenté par des spectacles culturels pour amuser les invités.

Le primat a prononcé une allocution dans laquelle il a exprimé sa joie d'accueillir l'événement de la jeunesse de la CETA. Il a exprimé son intérêt pour le travail des jeunes dans l'Eglise. Le Secrétaire Général de la CETA a exprimé sa gratitude à l'Eglise du Nigéria pour leur engagement et leur hospitalité. Tous les participants ont reçu des cadeaux de l'épouse du Primat au cours de cet événement. Le primat a également célébré l'anniversaire du Révérend Mwombeki.



Le Primat de l'Eglise du Nigéria, le SG de la CETA, les Evêques dans l'Eglise du Nigéria, le personnel de la CETA et les participants de la jeunesse

## L'équipe d'organisation de la CETA se prépare pour 2023 riche en couleurs



Visite de courtoisie au Président du CAN, S.E. Rév. Dr. Samson Ayokunle, (assis à gauche), dans son bureau. Debout à partir de la gauche : Evelyne Okunda, Assistante Exécutive du Secrétaire Général, et le Directeur Des Programmes, le Rév. Dr Lesmore Gibson Ezekiel.

La CETA tient son Assemblée Générale tous les cinq ans. L'Assemblée Générale est l'organe législatif suprême de l'organisation.

Les délégués se réunissent pour revoir le mandat et la vision de l'organisation et orienter ses activités et stratégies programmatiques en vue de répondre de manière œcuménique aux défis émergents et dynamiques sur le continent et au-delà. C'est dans l'Assemblée Générale que le président, le vice-président, les membres du Comité Général et le Secrétaire Général sont élus.

La prochaine 12<sup>ème</sup> Assemblée Générale, qui marquera également le 60<sup>ème</sup> anniversaire de la CETA, se tiendra au Nigéria en 2023. Le Nigéria est très important, étant donné que c'était le siège de

la Conférence historique d'Ibadan, qui a conçu cet organe continental.

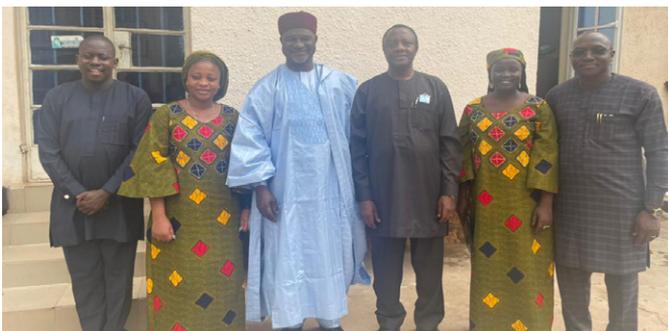
Le 25 août 2021, l'équipe de la CETA a rencontré les membres du comité local d'organisation de la 12<sup>ème</sup> Assemblée Générale. La réunion était présidée par le Rt. Rev. Ini Ukpuhoæ, qui assurait l'intérim du Président, son Eminence le Révérend Dr Israël Akanji. Le Révérend Mwombeki a noté qu'il n'était jamais trop tôt pour commencer les préparatifs d'un tel événement, car le temps va vite. Il a présenté la note conceptuelle et les délais de l'événement. Le Rt. Rev. Ukpuho a informé les participants que les églises du Nigéria étaient prêtes à accueillir avec succès l'événement.

Le Secrétaire Général a déclaré que la CETA était en train de penser à nommer un coordinateur de l'Assemblée Générale, qui sera basé au Nigéria. Le coordinateur sera nommé par la CETA sur recommandation du Comité d'Organisation Locale (COL).

Le COL a identifié quatre sites possibles, et l'équipe a visité les installations pour une tournée d'évaluation. Il s'agit de : l'hôtel Transcop Hilton ; le Centre International de Conférences, le Parlement de la CEDEAO; et le Centre œcuménique Chrétien.

Le COL et le personnel de la CETA ont ensuite visité le siège de l'Association Chrétienne du Nigeria (CAN), qui jouxte le Centre Œcuménique Chrétien pour rendre une visite de courtoisie au président, S.E. Révérend Dr Samson Ayokunle

## Visite à l'Eglise Luthérienne du Christ au Nigéria (ELCN)



Délégation de la CETA avec l'Archevêque Rév. Dr. Musa Pantil Filibus à la Cathédrale de Jimeta. De gauche à droite - Collins Shava, Secrétaire Exécutif de la Jeunesse; Evelyne Okunda, Assistante Exécutive du SG; Rév. Filibus; Rév. Mwombeki; Nyaboth Paska, Associé aux Programmes; et Rév. Dr Lesmore Ezekiel Gibson, Directeur des Programmes.

Le Révérend Mwombeki a conduit une visite de courtoisie de trois jours au siège de l'Eglise Luthérienne du Christ au Nigéria (ELCN) à Yola, dans l'Etat d'Adamawa, du 28-30 août, 2021. La délégation a été reçue par Monseigneur Rév. Dr. Musa Pantil Filibus, Chef suprême de l'ELCN.

Pendant son séjour à Yola, l'équipe a rencontré les dirigeants de l'ELCN, y compris le Conseil d'Administration, les représentants du gouvernement, les Chefs traditionnels, chefs religieux et les représentants de la communauté de l'Etat ainsi que les jeunes séminaristes.

Le 28 août 2021, la délégation de la CETA et les dirigeants de l'ELCN ont rencontré Sa Majesté Royale Gladstone Alhamdu Teneke, le roi du Hama Batta, un fervent partisan des activités de l'ELCN. Ils ont prié ensemble. La CETA a partagé les objectifs de sa visite à l'État. Pour sa part, Sa Majesté Royale a remercié l'équipe de la CETA pour la visite et a exhorté ses hôtes à renforcer la collaboration entre les fidèles et le conseil traditionnel de Hama Batta.



La délégation de la CETA et les dirigeants de l'ELCN posent pour une photo de famille avec Sa Majesté le Roi Gladstone Alhamdu Teneke, de Hama Batta

La CETA a également rencontré le Hama Bachama, Sa Majesté Royale Homun Dr Daniel Ismaila Shaga. C'est un chrétien engagé et fervent. Le Révérend Fidon a informé le roi sur sa visite dans l'Etat et félicité la coexistence et la pratique du christianisme et des traditions de l'Etat d'Adamawa. Sa Majesté Royale a exprimé sa gratitude à l'équipe de la CETA et aux dirigeants de l'ELCN pour avoir inclus le Hama Bachama dans leur itinéraire.



La délégation de la CETA et les dirigeants de l'ELCN ont rencontré Sa Majesté le Roi Homun Dr. Daniel Ismaila Shaga de Hama Bachama

L'équipe de la CETA a tenu une réunion bilatérale avec le conseil d'administration de l'ELCN et des membres des structures de gouvernance. La réunion comprenait des évêques des différents diocèses de l'État d'Adamawa et des personnalités éminentes des institutions gouvernementales qui font partie du conseil d'administration.



Le SG de la CETA a rencontré le Conseil d'Administration de l'ELCN

Le 29 août 2021, l'ELCN a préparé un culte spécial qui a eu lieu à la cathédrale de Jimeta. Le Rév. Mwombeki a prononcé un sermon spécial. Ce culte spécial a réuni les diocèses de l'ELCN et leurs dirigeants ainsi que des chorales de tout l'Etat d'Adamawa pour communier ensemble dans cette cathédrale.



Le Rév. Dr. Fidon Mwombeki prêche à la cathédrale de Yola.

Et le 30 août 2021, l'équipe de la CETA, ensemble avec les dirigeants de l'ELCN, a effectué une visite de courtoisie au Séminaire Luthérien de Bronnum. L'équipe a été accueillie par le Rév. Dr. Sekenwa Briska, Recteur du Séminaire. Dans son mot de circonstance, le Secrétaire Général de la CETA a parlé de l'importance d'avoir informé les dirigeants de l'église, qui étaient conduits, non par des théologies déroutantes, mais par les faits et la foi. Le Rév. Dr. Fidon a également mis en exergue le rôle de la CETA dans le démantèlement des théologies déviantes.



Le Secrétaire Général s'adresse aux étudiants du Séminaire Luthérien de Bronnum.

## Visite à Lagos

### Eglise Motailatu des Chérubin et des Séraphin dans le monde entier



Le Rév. Mwombeki, s'est rendu à Lagos à l'invitation de la Convention Baptiste du Nigéria (NBC), pour assister à l'installation du Rév. Dr. Israel A. Akanji comme Président de la NBC le 3 septembre 2021. Mais il a aussi rendu d'autres visites de courtoisie. Il s'est d'abord rendu à Ajah sur l'île de Lagos pour visiter l'Eglise Motailatu des Chérubins et des Séraphins dans le Monde Entier. Il était accompagné d'un membre du Comité Général de la CETA, Anthony Adebayo Kehinde. Le révérend Mwombeki a rencontré le prélat de l'église, le Dr. Israel Akinadewo et sa femme, le 2 septembre 2021. A l'église, le Rév. Mwombeki et son équipe ont pris part à un culte.

### Conseil Chrétien du Nigéria

L'équipe de la CETA a ensuite visité le siège du Conseil Chrétien du Nigéria (CCN). Ils ont été reçus par le Secrétaire Général du CCN, le Rév. Dr. Evans Onyemara. Les équipes de la CETA et du CCN ont ensuite commencé la réunion.



Le SG en interaction avec le personnel du CCN

### La Convention Baptiste du Nigéria

La cérémonie d'installation du Rév. Akanji a eu lieu au Centre de Conférence de la Convention Baptiste du Nigéria, récemment construit. L'installation était dirigée par le Président sortant, le Rév. Dr. Samson Ayonkule. Le service était magnifique, avec des prières et de la musique. Le programme était très bien préparé.



Le SG, avec le Président nouvellement installé de la NBC, Rév. Akanji et son épouse, Rév. Victoria

# Les jeunes aspirent à marquer le pas et tracer la trajectoire pour une Afrique montante



Par Collins Shava

**S**i les jeunes africains sont dotés de compétences en leadership, de plaidoyer et pleins de patriotisme, ils ont le pouvoir et l'influence nécessaires pour changer le continent.

Telle était la déclaration d'un groupe de 50 jeunes de toute l'Afrique qui s'étaient réunis à Abuja pour une formation de leadership sur l'Agenda 2063. La formation, organisée par la CETA, a été dirigée par le Primate, le Rt. Rév. Henry Ndukuba, de l'Eglise du Nigéria, du 23 au 27 août 2021.

L'Agenda 2063 est une vision de l'Union Africaine (UA) sur le développement du continent. C'est le schéma et le plan directeur de l'Afrique pour transformer le continent en une puissance mondiale du futur.

Le cadre stratégique du continent vise à atteindre son objectif de développement inclusif et durable et c'est une manifestation concrète de la dynamique panafricaine pour l'unité, l'autodétermination, la liberté, le progrès et la prospérité collective poursuivie sous le Panafricanisme et la Renaissance Africaine.

Dans leurs discussions sur l'Agenda 2063, les jeunes ont exprimé leur inquiétude par rapport à la lenteur des progrès dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 par les Etats et organismes régionaux membres de l'UA. Les jeunes ont exhorté l'UA et les gouvernements africains à mettre en place des étapes pour une mise en œuvre efficace de l'Agenda 2063 et de ses initiatives telles que la réduction des armes au silence et la libre circulation des biens et des services.

Le groupe a constaté la nécessité de mobiliser d'autres jeunes à contribuer à la réalisation de l'Agenda 2063. Les jeunes ont également reconnu le fait que le document de l'Agenda 2063 n'est pas encore suffisamment vulgarisé sur le continent.

En guise d'engagement, les jeunes leaders vont travailler à vulgariser l'Agenda 2063 auprès des jeunes en Afrique et dans la diaspora au cours des 5 prochaines années. Le groupe a également proposé de plaider en



faveur de la ratification du marché continental de libre-échange en l'Afrique par nos propres gouvernements. Les discussions pendant la formation ont été intenses. Plusieurs sujets ont été abordés, notamment le rôle des jeunes dans le plaidoyer pour l'Agenda 2063, l'Afrique, ma demeure, mon avenir; le leadership transformationnel pour ne citer que ceux-là.

Un accent particulier a été mis sur un sujet émergent et intéressant pour les jeunes à savoir la santé et le droit de reproduction sexuelle. De plus, lors de la formation, les participants ont eu à prier et adorer ensemble dans un cadre œcuménique.

LA CETA accorde une attention stratégique particulière aux jeunes. Les jeunes sont des leaders d'aujourd'hui et de demain. Investir dans le leadership des jeunes peut conduire à résoudre les défis actuels auxquels l'Afrique est confrontée.

LA CETA croit en l'éducation d'une génération des jeunes qui ont un esprit patriotique pour le continent, sont focalisés sur la recherche de solutions pour le continent et qui ont la capacité de contribuer à la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

#Afrique Ma Demeure Mon Avenir

**Collins Shava est le Secrétaire Exécutif de la CETA pour la Jeunesse. Il est accessible à l'adresse [cshava@CETA-ceta.org](mailto:cshava@CETA-ceta.org)**

# Les églises se joignent pour renforcer la confiance dans les élections en Zambie



Par Rév. Charles Berahino

## Le clergé dans les bureaux de vote, un signe de solidarité

La République de Zambie a tenu ses élections générales le 12 août 2021, les septièmes depuis la réintroduction du multipartisme en 1991. Le pays est un bon record sur l'accomplissement de la conduite régulière élections démocratiques. Il convient également de mentionner que la Zambie est restée relativement stable depuis son indépendance en 1964.

Dans le cadre de son mandat d'approfondir la gouvernance démocratique en Afrique et de maintenir une présence pastorale œcuménique pour la réconciliation et la paix dans les situations difficiles, la Conférence des Eglises de toute l'Afrique a prévu d'accompagner le Conseil des Eglises de Zambie (CEZ).

Dans le cadre de son travail de monitoring, le CEZ avait déjà prévu de surveiller les élections en collaboration avec la Conférence des Evêques Catholiques de Zambie, la Communion Evangélique de Zambie et le Centre de Réflexion Théologique des Jésuites. Ils ont prévu de déployer 1 500 moniteurs et entreprendre une compilation parallèle des scrutins.

LA CETA a déployé une équipe de cinq observateurs internationaux (2 membres du personnel de la CETA et 3 chefs d'églises). Ils ont travaillé avec les moniteurs du conseil dans l'observation des élections.

L'équipe était composée de:

- 1) Rtd. Mgr Enock Tombe Stephen Loro de Soudan du sud
- 2) Rév. Teshome Amenu d'Éthiopie
- 3) Rév. Dr. Vivian Balasu Addo du Ghana
- 4) Rév. Dr Lesmore Ezekiel Gibson, Directeur de Programmes à la CETA
- 5) Rév. Charles Berahino, Secrétaire Exécutif, Paix et Diaconie à la CETA

L'équipe s'est rendue à Lusaka le lundi 9 août 2021. Pour préparer l'équipe de la CETA à son arrivée à Lusaka, le Secrétaire Général du CEZ, le Révérend Canon Emmanuel Chikoya a informé l'équipe ce soir-là de la préparation et des plans.

Le lendemain, le 10 août, il y a eu un briefing à tous les contrôleurs et observateurs électoraux par la Commission Electorale de Zambie. L'équipe a été mise à jour sur le niveau de préparation par la commission électorale, qui a déclaré avoir enregistré 7 023 499 électeurs. Les personnes inscrites provenaient de 10 provinces, 116 districts, 156 circonscriptions, 1 858 quartiers et 12 152 bureaux de vote. Il y avait seize candidats à la présidentielle.

Cet après-midi-là, l'équipe a visité le CCMG (Groupe de Suivi du Conseil Chrétien) hébergé à Caritas Zambie et elle a également été informée de son état de préparation. Le lendemain, mercredi 11 août, l'équipe a visité le Bureaux du Conseil Chrétien de Zambie, puis elle a reçu et discuté des outils d'observation, y compris des listes de contrôle.

Le jour des élections du 12 août 2021, le l'équipe s'est rendue sur le terrain dès 5h00 du matin. Les bureaux de vote ont été ouverts à 6 heures du matin. Au total, l'équipe de la CETA, guidée par le Révérend Canon Chikaya, a visité neuf bureaux de vote.

Il y avait de longues files d'attente. Le taux de participation élevé a été un signe de patriotisme des citoyens. Les électeurs n'ont pas utilisé d'empreintes digitales pour voter mais un stylo. Les noms des électeurs étaient annoncés à haute voix pour les contrôles par les agents électoraux. Notre présence dans les bureaux de vote en tant que le clergé a renforcé la confiance des électeurs.



Les observateurs internationaux de la CETA se préparent à sortir pour aller observer les élections en Zambie

### L'équipe a fait plusieurs recommandations clés.

- Le nombre de bureaux de vote, 12 152 a été probablement faible par rapport au nombre d'électeurs enregistrés, soit 7 023 499, qui devaient voter dans un délai de 12 heures de 6h00 à 18h00 le 12 août 2021 comme prévu par la CEZ.
- Les quelques 9 bureaux de vote que nous avons visités étaient situés dans la ville de Lusaka. Par conséquent, nos observations ne s'appliquent qu'à un contexte urbain.
- En mettant en place une compilation parallèle des scrutins, la CCMG, en tant qu'organisme œcuménique, est probablement l'une des rares institutions religieuses de surveillance des élections que nous avons observée.
- Les protocoles Covid-19 n'ont pas été appliqués dans tous les bureaux de vote. La protection des citoyens doit être l'une des priorités.

En conclusion, pour les bureaux de vote visités dans Ville de Lusaka, les élections se sont déroulées dans le calme et elles étaient bien organisées. Il est clair que la Commission électorale avait été bien préparée et qu'elle avait tout mis en place pour la réussite des élections.

Le mécanisme de tabulation parallèle des scrutins mis en place par CCMG en 2014 devrait être partagé avec d'autres églises en Afrique car il assure à l'électorat une surveillance des élections indépendante de celle de la CEZ.

Il donne aussi de la crédibilité à l'Église en tant qu'institution avec l'intégrité de dire la vérité telle qu'elle est (Jean 8 :32-33). L'équipe de la CETA tient à exprimer sa profonde gratitude pour l'opportunité donnée par la Commission Electorale de Zambie, le Conseil Chrétien de Zambie et le Groupe de suivi des églises chrétiennes de participer à l'observation des élections du 12 août 2021 ainsi que la mise à jour des observateurs internationaux par la Commission Electorale de Zambie sur l'état de préparation le 10 août 2021



Les observateurs internationaux de la CETA sur terrain le jour des élections, le 12 août 2021

Le Rév. Charles Berahino est le Secrétaire Exécutif de la CETA pour la Paix et la Diaconie. Il est accessible à l'adresse [cberahino@CETA-ceta.org](mailto:cberahino@CETA-ceta.org)

# CETA – COMESA : approfondir la coopération

La Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) étudient les moyens de coopérer pour de nouveaux progrès africains.

Et dans le but de renforcer les liens et d'explorer les possibilités de coopération future, le Secrétaire Général de la CETA, le Révérend Dr Fidon Mwombeki, a dirigé une délégation au siège de COMESA à Lusaka, en Zambie, le 24 septembre 2021, où ils ont rendu une visite de courtoisie au Secrétaire Général de COMESA, S.E. Chileshe Mpundu Kapwepwe.

Dans ses remarques lors de la réunion, S.E. Kapwepwe se réjouit qu'une organisation comme la CETA ait été active et engagée dans la mission d'une Afrique pacifique, prospère et intégrée.

Elle a noté en outre que le COMESA était ouvert à l'institutionnalisation de la coopération avec la CETA.

Dans ses remarques, le Révérend Mwombeki a soulevé des préoccupations pertinentes sur l'échec des gouvernements africains et des organisations multilatérales du continent à se conformer aux accords qu'ils ont signés. Il a donné l'exemple de l'engagement de l'Union Africaine pour une Afrique sans frontières, où les Africains pourraient circuler librement à travers le continent, où peu de progrès avaient été accomplis.

Il a en outre fait part de ses inquiétudes concernant l'augmentation des dettes de nombreux pays africains, la faible industrialisation du continent et une croissance démographique désordonnée.

La délégation de la CETA comprenait le Directeur aux Programmes de la CETA, le Révérend Dr Lesmore Gibson Ezekiel, et le Rév. Canon Emmanuel Chikoya, Secrétaire Général du Conseil des Eglises de Zambie.



De la gauche: Rév. Dr. Lesmore Gibson Ezekiel, Directeur aux Programmes de la CETA, S.E. Chileshe Mpundu Kapwepwe, Secrétaire Général, COMESA, Rev. Dr Fidon Mwombeki, Secrétaire Général de la CETA et Rev. Canon Emmanuel Chikoya, Secrétaire Général du Conseil des Eglises de Zambie

# Vaccins rapides pour tous maintenant !



Par Gorden Sima

**La CETA dénonce l'apartheid dans le vaccin, qui refuse des doses à la majorité des gens.**

TheLa Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) a dénoncé l'inégalité mondiale persistante en matière d'accès aux vaccins contre la covid qui sauvent des vies.

« Nous vivons des moments douloureux, sans précédent dans l'histoire. Ces temps appellent à des réponses incluant la solidarité mondiale ». C'était la seule façon de gagner la lutte contre la COVID – 19. L'Eglise est appelée à défendre les droits de ceux dont la voix n'est pas entendue, d'amplifier leur situation critique et protéger les droits des pauvres et des nécessiteux.

« La plupart d'entre nous dans le monde connaissent en général quelqu'un qui a été infecté, et peut-être succombé à la COVID – 19. Nous avons certainement tous lu ou regardé les nouvelles de la douleur que l'humanité continue d'endurer. Nous avons enterré des bien-aimés et beaucoup d'autres continuent de souffrir ».

La science dit au monde que les vaccins peuvent sauver des vies. « Nous devons accélérer les vaccinations en Afrique et en particulier dans les pays

à revenu faible et moyen à travers le monde pour sauver plus de vies.

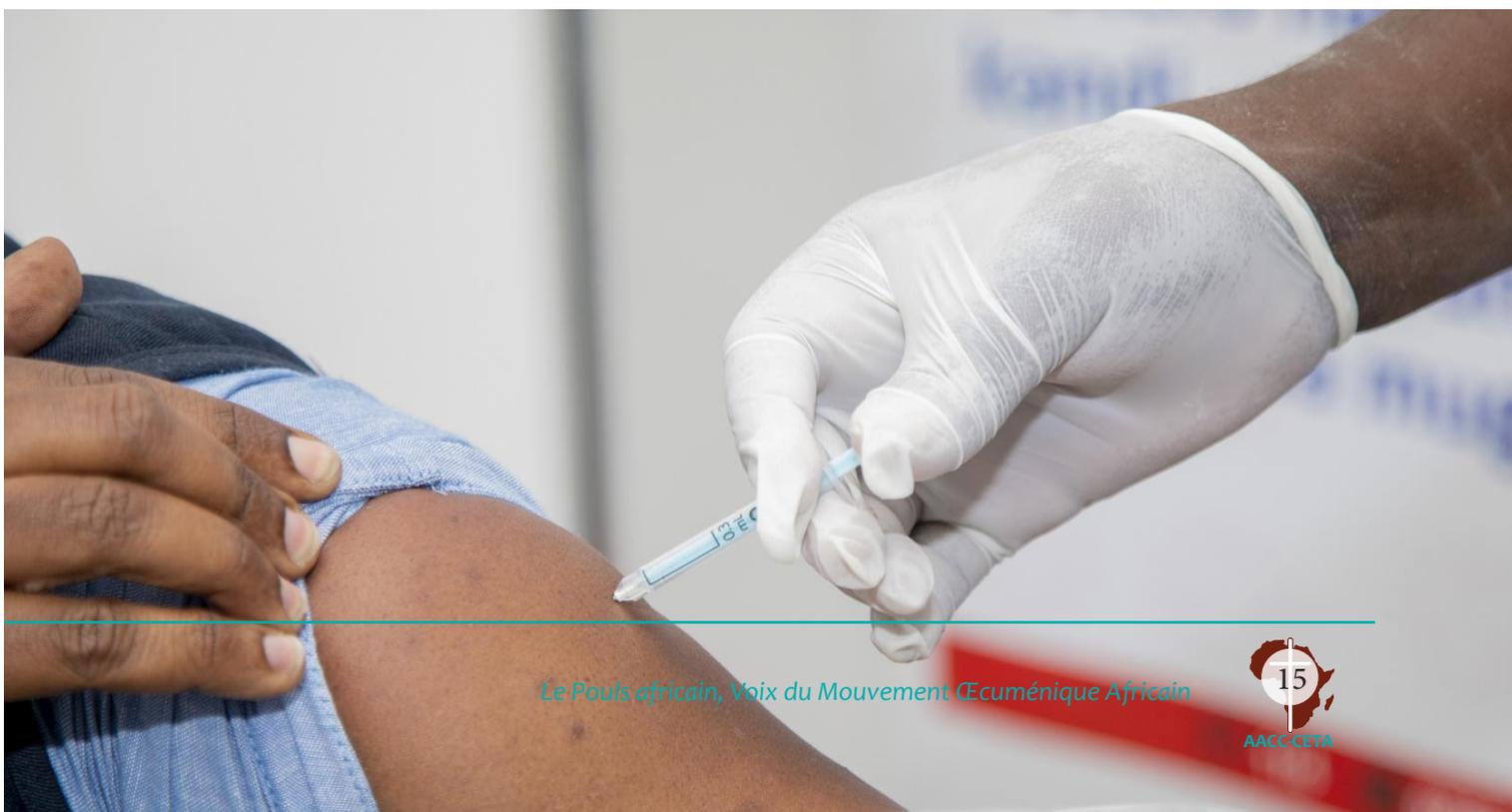
C'est triste que dans la plupart des pays, l'accès aux vaccins reste encore le privilège d'un petit nombre. L'équité aux vaccins est un droit fondamental, et tout obstacle qui en empêche l'accès doit être dénoncé avec véhémence.

Le monde doit se rallier derrière l'appel à la renonciation au droit de brevet, et lutter vigoureusement contre la corruption à la fois sur les fronts local et mondial.

« Il est dommage que des vies humaines soient jetées sur la ligne, alors que la gourmandise humaine et corporative se veut s'épanouir. Les profits avant la vie humaine sont contraires à l'éthique ».

**Le message de la CETA a été présenté par Gorden Simango, le Directeur du Bureau de liaison de la CETA à l'Union africaine & Plaidoyer, à la Veillée Interreligieuse de « International Partenaires solidaires pour le vaccin mondial COVID – 19**

**Consulté le mardi 20 juillet 2021.**



# Renforcer la diplomatie œcuménique pour la paix en Afrique



Par Rév. Charles Berahino

*Un groupe de personnes éminentes suit une formation de recyclage*



Photo de groupe des personnalités éminentes lors d'une formation de recyclage au DTCC à Nairobi, le 4 août 2021.

Les dirigeants de l'Église ne peuvent pas se permettre d'abandonner le travail pour la paix en Afrique, un travail à la fois complexe et qui exige des sacrifices personnels.

« Quand vous travaillez dans la Paix et la Sécurité, vous ne pouvez pas abandonner. C'est lent et frustrant. Tu fais deux pas en avant et trois pas en arrière. Mais tu ne peux pas abandonner, parce que la vie des gens en dépend », selon le Révérend Dr Fidon Mwombeki, Secrétaire Général de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA).

Le Révérend Mwombeki parlait lors de l'ouverture d'une formation de remise à niveau pour le programme des personnes œcuméniques éminentes pour la paix

en Afrique (EPEPPA) à Nairobi.

EPEPPA est une composante essentielle du travail de la CETA pour une paix durable sur le continent africain. C'est une dimension du travail de paix qui démontre une solidarité active avec des pays spécifiques en ébullition.

Cette initiative stratégique vise, parmi tant d'autres attentes, à approfondir la culture de la paix, la justice, l'égalité, la dignité et la stabilité socio-politique sur le continent africain. C'est à la fois une réponse aux signes précurseurs d'une possible éruption de violence et un mécanisme de médiation où la paix et la stabilité sont ouvertement en risque d'effondrement.

Ceci reste une approche puissante du témoignage œcuménique de la CETA pour la paix et la stabilité en Afrique

EPEPPA a été créé et revitalisé en octobre 2019. Les membres se sont réunis à Nairobi pour une formation qui avait été retardé en raison de la crise de Covid-19 et des restrictions sur les déplacements.

Les communautés œcuméniques ont un puissant potentiel pour contribuer à une paix durable et jamais leur contribution n'a été aussi critique. Pourtant nous sommes aussi déterminés à améliorer notre travail afin d'assurer et étendre ses impacts positifs. Il y a donc un besoin d'identifier ce qui fonctionne vraiment et de montrer que la diplomatie œcuménique en Afrique contribue en fait à la construction de la paix et à la prévention des conflits.

En conclusion, le directeur aux programmes de la CETA, le Révérend Dr. Lesmore Gibson Ezekiel a exhorté les personnalités éminentes à faire montre

d'innovation et d'adaptation, car les solutions peuvent ne pas se faire voir clairement jusqu'à ce que plusieurs étapes soient essayées. Il a exhorté les personnalités éminentes à profiter de leur accès à tous les niveaux de pouvoir au niveau communautaire, national et international pour répondre aux conflits. La confiance et l'autorité morale qu'ils détiennent sur une vaste base leur donne une possibilité unique de faciliter des missions de paix dans toute l'Afrique.

Elles doivent démontrer que leur engagement dans le travail de paix à partir d'une perspective interreligieuse et œcuménique fait une différence. D'autres acteurs et institutions exigent une façon systématique pour apprendre et améliorer leurs approches.

D'autre part, les acteurs religieux doivent renforcer leurs capacités analytiques en vue d'examiner les systèmes complexes pour développer des méthodes effectives pour tester constamment les interventions.

## Mettre sur pied un réseau fort pour la paix

### *La CETA invite les parties prenantes à soutenir un projet clé dans la Corne*

**E**n ce moment où la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) déploie son projet de paix dans la Corne de l'Afrique, l'un des facteurs clés de succès sera le soutien de ses parties prenantes.

La CETA a déjà commencé le processus de construction d'un solide réseau de ses parties prenantes pour la réussite des projets.

Lors d'un événement virtuel organisé le 30 juillet 2021, la CETA a présenté le Projet de paix dans la Corne de l'Afrique à ses membres basés dans la région du projet, notamment les églises membres de la CETA et les conseils nationaux des églises.

Le Directeur du Bureau de Liaison de la CETA auprès de l'Union Africaine à Addis-Abeba, M. Gorden Simango, a noté qu'en tant que gardiens de la consolidation de la paix dans la région, il est essentiel que les participants comprennent leur rôle dans le projet.

Il a noté que le projet a pour objectifs de faire le plaidoyer pour la paix et le développement. Au cours de l'événement, les différents participants se sont engagés à soutenir la mise en œuvre du projet.

Le projet de paix dans la Corne de l'Afrique, intitulé « Transformer des vies dans l'Est et la Corne de l'Afrique à travers un plaidoyer et des campagnes fondées sur des preuves pour un changement pacifique », a deux principes clés.

Premièrement, il suit une approche fondée sur les droits et une programmation sensible aux conflits et, d'autre part, il adhère à une approche Do-No-Harm. Ces principes sont intégrés dans tous les programmes et domaines d'intervention et d'engagement pour un plaidoyer efficace et basé sur l'impact

# Le programme de paix régionale renforce l'engagement avec l'UA



Par Paska Nyaboth



Des représentants du RPP posent pour une photo de groupe au siège de l'UA à Addis-Abeba, en Ethiopie

La paix et la sécurité dans la Corne de l'Afrique ont constitué le sujet principal lorsque les partenaires du Programme Régional pour la Paix en Afrique de l'Est RPP paix régionale en Afrique de l'Est ont effectué une visite de courtoisie aux institutions de la Commission de l'Union Africaine (CUA) les 18 et 19 août 2021. Ces rencontres ont permis également de discuter des domaines clés de la collaboration conjointe entre les institutions de l'UA et celles de RPP. Les séries de rencontres étaient facilitées par le Bureau de liaison de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique à l'Union Africaine, basé à Addis Abbeba en Ethiopie.

Parmi les institutions de la CUA que l'équipe RPP a rencontrées, on peut citer CIDO, Architecture de gouvernance africaine, Forum de dialogue interreligieux, Affaires politiques, Paix et Département de sécurité. Les institutions de la CUA et le RPP ont présenté chacune son travail et ses engagements dans la Corne de l'Afrique et Région des Grands Lacs.

Le Programme régional de paix pour l'Afrique de l'Est est un programme de plaidoyer pour la paix visant à contribuer à une région africaine orientale inclusive, juste, cohésive et pacifique. Le RPP collabore avec les acteurs religieux de l'Afrique de l'Est et les organisations de la Société Civile.

Leur mandat consiste à promouvoir la cohésion sociale, prévenir et contrer l'extrémisme violent, renforcer les structures de paix pour prévenir et transformer les conflits, assurer que les processus de paix sont inclusifs et mobilisent des actions pour sauvegarder l'action sociale pour la paix. Il couvre la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs.

Le programme est exécuté par la Norwegian Church Aid en partenariat avec des organisations régionales de foi et celles de la société civile. Les membres de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), avec les organisations confessionnelles régionales et les organisations de la société civile. Les membres sont la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), A le Conseil Africain de Chefs Religieux (ACRL), l'Association des Conférences Episcopales en Afrique de l'Est (AMECEA), Arigatou International, Fraternité des Conseils Chrétiens et des Eglises dans la Région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique (FECCLAHA), Centre International pour la Paix, les Droits Humains et le Développement (IPHRD) et l'Institut Hekima pour la Paix et les Relations Internationales.

**Mlle Paska Nyaboth est l'associée du programme CETA pour le projet de paix dans la Corne de l'Afrique. Elle est joignable à [paska@CETA-ceta.org](mailto:paska@CETA-ceta.org)**

# Dans une pétition à l'UA

La CETA exprime sa déception face à la persistance de l'instabilité et de la violence en Afrique



**ALL AFRICA CONFERENCE OF CHURCHES (AACC)**  
**CONFERENCE DES EGLISES DE TOUTE L'AFRIQUE (CETA)**

AACC-CETA

General Secretariat (HQ): P. O. Box 14205, 00800 Westlands, Nairobi, Kenya

Tel: +254 724 253 354, + 254 20 4441483 • E-mail: [secretariat@aacc-ceta.org](mailto:secretariat@aacc-ceta.org) • Website: [www.aacc-ceta.org](http://www.aacc-ceta.org)

## Déclaration de la CETA à la Commission de l'Union Africaine

**S.E. l'Ambassadeur Bankole Adeoye**

**Commissaire aux Affaires Politiques, Paix et Sécurité**

17 septembre 2021

Votre Excellence,

Nous vous transmettons les salutations de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) et des acteurs de foi du continent. Nous vous félicitons pour votre nomination au poste de Commissaire aux Affaires Politiques, Paix et Sécurité.

Excellence,

Nous reconnaissons les actions positives que nous avons constatées ces dernières années après la transformation de l'Organisation de l'Unité Africaine en Union Africaine, en particulier parce qu'elle a élargi l'espace pour une plus grande participation des acteurs non étatiques dans les affaires de l'Union. En conséquence, la CETA a obtenu un protocole d'accord avec la CUA dont nous sommes très reconnaissants. Nous amplifions les voix des acteurs de foi sur le continent pour une paix et un développement durables.

Nous avons toujours soutenu et assuré la promotion de l'Agenda 2063, « L'Afrique que nous voulons ». Pour cette raison, nous sommes très attachés à l'Aspiration 4 : « Une Afrique pacifique et sûre ». Comme nos anciens dirigeants l'ont dit au cours des dernières décennies, « L'Afrique n'est pas libre tant que tous les pays sont libres. De même, l'Afrique n'est pas en paix tant que tous les pays ne sont pas en paix et en sécurité. Nous notons avec gratitude que il y a des pays qui ont été relativement pacifiques et sûrs ; il est nécessaire d'entretenir la paix et la sécurité dans ces pays et d'apprendre d'eux.

Cependant, nous sommes extrêmement préoccupés par la persistance de l'instabilité et de la violence sur le continent. Nous sommes particulièrement déçus par l'absence de l'objectif de faire taire les armes d'ici 2020. Au lieu de cela, il y a eu plus de conflits en 2020 qu'avant. Les jeunes d'Afrique ont fait part de leurs déceptions à travers une pétition adressée au Président du Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA en février 2021, et ils n'ont aucune raison de croire que la prolongation de 10 ans fournira des résultats différents. Nous, les peuples d'Afrique, avons laissé tomber notre continent.

Il est nécessaire de s'attaquer aux causes profondes du manque de paix et de sécurité, notamment :

- l'accès inéquitable aux ressources naturelles, le profilage et l'exclusion,
- La violence à caractère ethnique,
- Les conflits religieux, la radicalisation et l'extrémisme violent,
- la mauvaise gouvernance,
- le chômage surtout des jeunes.

Nous appelons l'UA à réaffirmer concrètement son engagement envers les aspirations de l'Agenda 2063, en particulier l'Aspiration 4 : « Une Afrique pacifiée et sécurisée ». Nous pensons que l'UA a un grand potentiel pour parvenir à une paix durable, c'est pourquoi nous plaçons pour que l'UA puisse :

- Garantir des pouvoirs d'exécution plus forts, des mécanismes et un financement approprié et adéquat pour la paix et la sécurité.
- Garantir l'accès aux couloirs humanitaires dans les zones de conflit.
- Impliquer les acteurs religieux dans les processus de médiation
- Reconnaître l'importance du soft power dans la résolution des conflits pour mettre fin aux souffrances du peuple africain. L'histoire montre que l'usage de la force n'a apporté une paix durable dans aucun pays.

Nous nous engageons à :

- Continuer à jouer notre rôle prophétique afin de prévenir les conflits.
- Continuer à plaider et à contribuer à la paix et à la sécurité en Afrique dans le cadre de l'Agenda 2063.

Nous demandons à la CUA par l'intermédiaire de votre bureau de :

- Convoquer une retraite annuelle de haut niveau avec les acteurs religieux pour un dialogue continu avec la Commission Paix & Sécurité.
- Impliquer les chefs religieux dans les processus de médiation et de réconciliation (y compris en exploitant les rôles et les leçons joués dans le passé).
- Trouver des occasions d'interagir avec les acteurs religieux dans leurs rayons d'action.

Nous vous remercions sincèrement pour cette opportunité et nous vous assurons de notre plus haute considération.

Que Dieu bénisse l'Afrique ! « L'Afrique : Ma demeure. Mon avenir! »

”

---



---

*Réunion de la délégation CETA EPEPPA conduite par le Secrétaire Général, le Révérend Dr. Fidon Mwombeki auprès du Commissaire de la CUA pour les Affaires Politiques, Paix et Sécurité S. E. l'Ambassadeur Bankole a ouvert les portes pour plus de collaboration ultérieure. La CETA a présenté des demandes liées à la paix et à la sécurité à travers l'Afrique qui ont été bien reçues*

---

# Le défi envers Dieu est la racine de la calamité du changement climatique



Par Rev. Dr. Lydia Mwaniki

## Dieu a mandaté les hommes et les femmes pour être les intendants de la création en son nom

La désobéissance des êtres humains à la parole de Dieu a exposé le monde à l'insécurité alimentaire et à d'autres effets du changement climatique. Les êtres humains ont désobéi au texte de la Genèse en échouant sur l'image de Dieu soucieux de la création. On peut donc dire à juste titre que ce qui a nécessité des consultations interminables sur le climat de justice est en partie dû au péché de la désobéissance ou aux conséquences de la désobéissance à la parole de Dieu.

En Genèse 1:28, Dieu donne mandat aussi bien à l'homme qu'à la femme d'être des intendants de la création au nom de Dieu. Cela signifiait que sans souci de la création, les êtres humains s'exposent à l'insécurité alimentaire et d'autres effets de changement climatique.

- Par conséquent, Genèse chapitre 1 :
- • Offre la première base biblique d'interconnexion entre la foi et la nourriture ou la théologie et la nourriture.
- • Il offre la première base biblique de la Foi et la sécurité alimentaire c'est-à-dire à travers la Mère Terre, Dieu a donné assez de nourriture pour chacun mais pas assez pour notre cupidité.
- • Le texte offre également la base biblique de l'égalité de genre en ce sens que l'homme et la femme sont créés à l'image et à la ressemblance de Dieu ; ils sont égaux en nature mais différents selon le sexe.
- • Le texte propose l'égalité de genre dans le leadership parce que l'homme et la femme reçoivent un rôle égal d'intendance/leadership sur la création
- A partir de Genèse chapitre 1, nous pouvons déjà voir que Le plan de Dieu est que l'homme et la femme deviennent également mandatés par Dieu pour être intendants de la création en son

nom, contributeurs aux chaînes de valeurs de l'agriculture, leaders et développeurs de systèmes alimentaires durables.

- Où donc les êtres humains ont-ils manqué la cible ? Dans le processus d'acquisition de nos cultures à travers le processus d'apprentissage de la socialisation, êtres humains ont construit des masculinités et des féminités de manières asymétriques, où la femme est subordonnée à l'homme et est moins privilégié à bien des égards, y compris dans les domaines de leadership et de prise de décision, contre la volonté de Dieu en Genèse.
- C'est aussi la culture qui détermine la sécurité ou l'insécurité alimentaire par son influence sur ce que la société considère acceptable pour la consommation pour donner à certaines personnes leur identité. Il existe par exemple des restrictions culturelles, appliquées en particulier aux femmes et aux enfants, au sujet de la consommation de plusieurs aliments nutritifs d'origine animale.
- Comment pouvons-nous résoudre cela?
- Une façon de redresser la situation est de s'appuyer sur les dimensions positives de l'interconnexion entre la culture et la foi dans les systèmes alimentaires. La religion et la culture se façonnent et se complètent mutuellement. La culture vient des gens et se concentre sur les êtres humains. Elle n'est pas statique mais plutôt dynamique en constante évolution. D'autre part, la religion est associée au Dieu créateur. Si une opportunité lui est donnée, la religion peut influencer la culture en offrant une dimension éthique qui influence les croyances des gens, comportements et traditions.
- La religion peut donc transformer les normes et croyances rétrogrades qui accentuent les disparités de genre en matière de sécurité

alimentaire et d'intendance de la nature, afin de créer la sécurité alimentaire.

- Voici des recommandations pour faire face à ce défi.
- Il est nécessaire de renforcer l'agence et la voix pour les femmes, y compris la prise de décision sur le système alimentaire (politiques et programmes inclusifs). Nous devons aller au-delà de la simple pensée des femmes en tant que contributeurs aux chaînes de valeur agricoles mais plutôt les considérer comme des leaders et des développeurs de systèmes alimentaires durables en tant que bonnes intendantes de la nature conformément à Genèse 1:28.
- Autonomiser les femmes en matière de production alimentaire production, y compris l'accès à la terre autant que pour les hommes (c'est-à-dire promouvoir la justice de genre en reconnaissant que les femmes ont le droit d'accéder aux facteurs de production, Gal 3;28)
- Assurer une éducation nutritionnelle, en particulier lorsqu'elle se rapporte au comportement diététique/de consommation alimentaire (par exemple en démystifiant les normes culturelles rétrogrades où les femmes ne sont pas autorisées à manger certains aliments

nutritifs tels que les œufs, le poulet, etc., ce qui conduit à la malnutrition chez les femmes et les enfants

- Renforcer nos programmes de protection sociale en collaborant avec l'Eglise et d'autres acteurs non étatiques pour soutenir les femmes vulnérables et les enfants confrontés à l'insécurité alimentaire (depuis que par exemple la Covid-19 a montré la faiblesse de notre système de protection sociale et que l'Eglise est venue pour soutenir/nourrir les familles qui n'ont pas pu obtenir l'aide de l'Etat)
- Diversification de la production alimentaire (en augmentant l'accès à des aliments nutritifs indigènes sous-utilisés). Certaines légumes d'Afrique sont riches en fer, dont les femmes ont besoin pour faire face au défi de l'anémie.
- Infrastructure améliorée dans nos marchés de nourriture en plein air où près de 80% de vendeurs sont des femmes (c.-à-d. créer des centres d'allaitement et des crèches pour enfants pour les femmes allaitantes et tout autre appui au genre.

**La révérende Dr Lydia Mwaniki est la directrice de la CETA pour le Genre et les Femmes. Elle est joignable sur [lydiamwaniki@CETA-ceta.org](mailto:lydiamwaniki@CETA-ceta.org)**

## La foi doit importer la science pour répondre aux catastrophes liées au changement climatique

Les croyants devraient embrasser la science dans leurs efforts pour prendre soin de l'environnement. Une rencontre qui a rassemblé des communautés de foi et des scientifiques est parvenue à un consensus selon lequel les premiers ont besoin de science pour comprendre le changement climatique, en particulier ses effets immédiats et à long terme.

La communauté de foi était représentée par l'hôte, la Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA), l'Initiative pour les Religions Unies (IRU) et la Communauté Internationale Bahaïe (CIB) au webinaire pour discuter du lien entre le changement climatique, la foi et la science.

Dans son mot d'ouverture, le Secrétaire Général de la CETA, le Rév. Dr Fidon Mwombeki, a noté qu'il y avait une inquiétude croissante quant à l'impact du changement climatique.

« Nous sommes tous témoins de l'impact dévastateur et des effets du changement climatique, y compris la sécheresse qui ne cesse d'approfondir les cercles de pauvreté, la hausse des températures causant des

vagues de chaleur et des inondations sans fin causant la souffrance humaine et dévastant des communautés et des sociétés sur le continent », a-t-il déclaré.

Le secrétaire général a déclaré que la CETA s'est engagée à mener la lutte contre le changement climatique et qu'elle avait un programme d'action à cet égard. Il a ajouté que les individus et les institutions doivent réagir au changement climatique non seulement comme urgence d'origine humaine, mais aussi comme une obligation de Dieu aux êtres humains comme stipulé dans la Bible.

« Nous pensons que chaque individu et chaque institution a la responsabilité de protéger et d'entretenir la terre ; c'est notre pratique quotidienne qui se reflète sur le plus grand changement que nous voulons », a-t-il ajouté.

Ce webinaire a été organisé en collaboration avec Christian Aid, l'Institut Environnemental des Communautés de Foi d'Afrique Australe (SAFCEI), l'Institut Environnemental de Stockholm (SEI) et l'Alliance Pan Africaine pour le Climat de Justice. (PACJA)

# Il est temps de se lever pour être compté

## Les champions hommes amènent leurs compatriotes à lutter pour Justice de genre

La Conférence des Eglises de toute l'Afrique (CETA) a créé six plateformes de champions hommes pour la justice de genre dans différents pays représentant son rayon d'action. En 2020, des plates-formes ont été créées en Ouganda, Malawi et Nigéria. En 2021, d'autres sont nées en RDC, au Cameroun et au Togo. Chacune des plateformes a identifié les problèmes contextuels liés au genre et les méthodes pour les résoudre. Voici quelques-uns des engagements présentés par les plateformes au Malawi, au Nigeria et en Ouganda.

Le poulx africain présente le travail de certains champions de la justice de genre accomplis depuis leur installation

### Rév. Moyenda Kanjwera, Secrétaire Général Adjoint de l'Eglise Presbytérienne de l'Afrique Centrale (CCAP), Synode de Malawi, *Champion homme pilote pour la justice de genre au Malawi*

La plate-forme des champions hommes au Malawi a été lancée le 11 décembre 2020, par le Ministre du Genre, Enfants et Développement Communautaire, Hon. Dr Patricia Annie Kaliati au Grace Bandawe du Synode CCAP de Blantyre à Blantyre. Parmi les activités réalisées jusqu'à présent, on peut citer :

- Le Ministère des Sports
- Le Ministère auprès des Prisons
- Le Ministère de la jeunesse
- L'Autonomisation économique

Ministères des Sports – Le Rév. Moyenda Kanjwera, président du conseil d'administration de l'une des équipes célèbre de football au Malawi, a joué un rôle déterminant dans la promotion du comportement social parmi les joueurs de football. Il profite de l'occasion pour éduquer les hommes sur les bonnes mœurs, les questions de VBG et leur rôle dans la promotion de bonnes relations dans leurs familles.

Ministères auprès des prisons: - Le ministère a souligné l'importance d'aborder les questions de VBG envers les détenus, considérant que certains sont en



Le Rév. Kanjwera debout à droite avec les dirigeants de Ntopwa FC Team au stade de Chichiri

prison à cause des crimes en rapport avec la violence basée sur le genre.

Ministère auprès des jeunes - La Direction des jeunes du CCAP a eu un triple lancement de livres jeunesse, le manuel sur les droits humains à la santé sexuelle et reproductive (SDSR), un guide d'étude biblique pour les jeunes et le plan stratégique. Le lancement a eu lieu le 21 mars 2021, réunissant près de 200 jeunes de 18 presbytères.

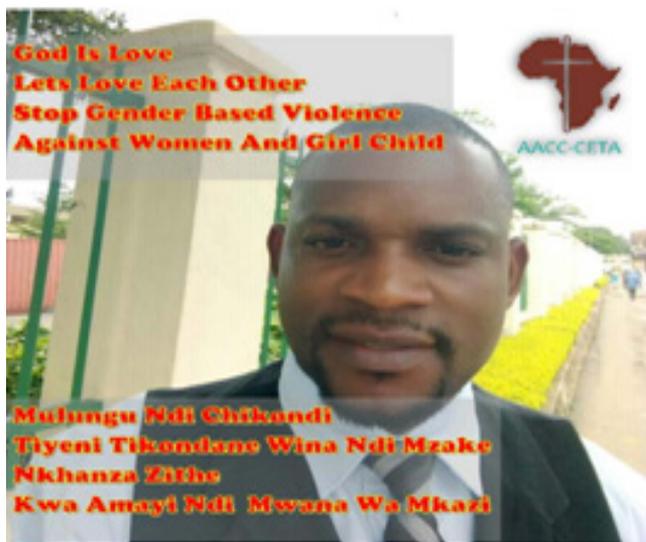


Le Révérend Kanjerwa a appelé les jeunes à utiliser le manuel car il a une structure biblique qui peut les aider à connaître leurs droits sexuels. Il a dénoncé le nombre croissant de cas de viols ainsi que la victimisation des filles et des femmes par les hommes.

L'autonomisation économique : le Révérend Kanjwera, a insisté sur l'autonomisation des filles, notant que lorsque les capacités des jeunes filles auront été pleinement renforcées, les cas de violence dus au taux élevé de pauvreté seront réduits.

## Pastor Mathews Kambalame

### Male champion from Malawi



Rev. Mathews Kambalame

En tant que champion, le Révérend Kambalame a utilisé ses talents dans musique pour faire du plaidoyer contre la VBG.

Activités réalisées :

- Composer une chanson pour audio et vidéo. La chanson plaide contre la VBG. Contacter le lien :

[https://web.facebook.com/regarder/?v=511976956505267&notif\\_id=1622533667892099&notif\\_t=watch\\_follower\\_vidéo&ref=notif](https://web.facebook.com/regarder/?v=511976956505267&notif_id=1622533667892099&notif_t=watch_follower_vidéo&ref=notif)

- Concevoir des affiches de plaidoyer en utilisant ses photos pour conseiller le public sur la violence basée sur le genre, en particulier envers les filles et les femmes et partager les informations sur les médias sociaux.
- Enseigner aux membres de l'Église la justice de genre.



Formation des dirigeants de l'Église sur les questions de VBG à Thyolo, au Malawi

## Rev. Charles Mawaya

### Champion masculin pour la justice de genre du Malawi

En tant que champion de la justice de genre, le Révérend Mawaya a décidé de lancer l'initiative à partir de sa propre famille en permettant et en soutenant sa femme de reprendre le chemin de l'école. Elle étudie actuellement dans une école de formation d'enseignant, rompant ainsi le silence sur la VBG dans l'éducation en commençant par le niveau familial.

Le Révérend Charles a identifié des problèmes dans sa communauté, tels que les abus sexuels et physiques, sur lesquels il a travaillé en organisant des rencontres à l'église pour les anciens, les diacres, les jeunes et les femmes en vue d'éveiller leur conscience sur les VBG. Il a traité aussi d'autres questions telles que les violences conjugales, les meurtres d'enfants, mutilations génitales des femmes (MGF), le cyber harcèlement, la pornographie, la déformation, le viol, le fait d'arracher des boucles d'oreilles aux femmes, de croire que les femmes ne peuvent pas être des leaders ou être éduquées et bien d'autres cas de VBG.

Il s'est impliqué dans la sensibilisation des dirigeants d'église à donner l'exemple en utilisant les principes bibliques pour la justice de genre. Il a indiqué qu'il aimerait que sa capacité soit renforcée sur les questions touchant les femmes.

## His Eminence Rev. Dr Samson Ayokunle - Lead Male Champion for Gender Justice in Nigeria



His Eminence Rev Samson, Ayokunle (middle in a red stall) visit to the "Miracle" Governor of Bayelsa state (middle in white shirt) on campaign mission against GBV in March, 2021, 2021.

Le principal champion homme pour la justice de genre au Nigeria, Son Eminence le Révérend Dr. Samson, Ayokunle - un ancien président de l'Association Chrétienne du Nigeria (CAN), et ancien président de la Convention Baptiste du Nigeria, a visité le Gouverneur « Miracle » de l'Etat de Bayelsa en mission de campagne contre la VBG en Mars 2021.

Il a exhorté le Gouverneur de l'Etat à être un avocat et un agent de la ligne de front dans la promotion de la justice de genre dans sa gouvernance politique de l'Etat. Il a également exhorté le législatif et le judiciaire d'être proactifs dans l'application des lois.

# Tracer la voie pour démasquer la violence liée au genre



Par Martin Sabiiti Rwabihurwa

## Pour éliminer la VLG, placer les hommes au front

La majorité des auteurs de la violence basée sur le genre (VBG) sont des hommes (selon l'enquête du Bureau Ougandais des Statistiques sur les questions de genre 2016), mais la plupart des interventions ciblent les femmes. Depuis de nombreuses années, des réunions pour discuter de la VBG sont dominées par les femmes en nombre. Dans les réunions pour discuter de la violence basée sur le genre, des orateurs se succèdent pour fustiger les abus commis par des hommes sur des femmes. Les quelques hommes qui seraient dans ces réunions auraient l'air coupables et désarmés. Ils sortiraient renforcés pour contribuer à trouver une solution.

La réaction naturelle est d'être sur la défensive. J'étais moi-même sur la défensive depuis le début, chaque fois que la question de la VBG était évoquée. Aujourd'hui j'ai mes deux jambes pour me tenir sur la prise de conscience que nous ne pouvons pas lutter efficacement et éliminer la VBG sans placer les hommes au front. J'ai vu la lumière sur ma route de Damas. Beaucoup d'hommes ont besoin de l'entendre d'autres hommes que c'est mauvais d'abuser des femmes. L'entendre des femmes donne l'air d'accusation et de préjugé ; ce qui retire leur intérêt. Mais l'entendre d'un autre homme ressemble à un conseil.

Depuis que j'ai été commissionné en tant que champion homme le 2 décembre 2020, j'ai été impliqué dans un certain nombre d'activités pour sensibiliser les hommes et les convaincre à lutter contre la VBG.

- (a) Messagerie vidéo : pendant le confinement, j'ai enregistré trois messages vidéo encourageant les hommes à ne pas maltraiter leurs femmes. Les vidéos étaient en anglais, en Luganda et en Runyankole et elles ont été largement partagées sur des groupes WhatsApp
- (b) Article : j'ai écrit un article sur la perspective biblique sur le genre pour un journal appelé Daily Bread News. Il a été largement partagé sur toutes les plateformes des médias sociaux. IL a

même été partagé par l'Equipe Internationale 'Side by Side'

- (c) Sermons : j'ai prêché deux fois à l'église St. John's Kamwokya sur la question du dessein et du plan de Dieu pour les hommes et les femmes. Le message était tiré de Genèse 1:26-27. Il soulignait la centralité de l'égalité des hommes et des femmes à la création et que tous deux portent l'image de Dieu.
- (d) Programme de fraternité de l'Union des Papa : en tant que mobilisateur pour la fraternité de l'union des papa de l'Eglise St. John's Kamwokya, j'ai aidé le président à inclure la masculinité positive comme sujet dans les formations pour les papa et les hommes à l'Eglise St. John.
- (e) Aider une veuve dans une situation de conflit foncier : j'ai contribué à aider une veuve à récupérer son champ après que les parents de son défunt mari l'en aient chassée. Mon rôle était de mobiliser la presse pour publier son histoire. En effet, après que l'histoire soit diffusée sur TV West, les parents se sont retirés et ont laissé la veuve reprendre son champ. Au moment où nous parlons maintenant, la vieille femme a recommencé à exploiter son champ.

Le seul défi à mon travail a été le confinement. Il a réduit tous les mouvements et les réunions physiques. J'appelle l'Eglise à faire le plaidoyer pour la création d'un tribunal de la famille pour s'occuper des questions familiales. J'appelle également le gouvernement à intensifier la lutte contre la pauvreté car c'est un grand facilitateur de VBG.

Vous trouverez ci-dessous un lien vers l'un de mes brefs messages aux hommes :

[https://m.facebook.com/story.php?story\\_fbid=10213691366717091&id=1792628307](https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=10213691366717091&id=1792628307)

**Martin Sabiiti Rwabihurwa est un champion homme pour la Justice de genre en Ouganda.**

# L'Église se ressaisit de la période de Covid

## Les chefs d'églises se demandent à quoi va ressembler l'Église post-Covid

Les églises ont été fortement touchées par les confinements liés à la Covid. Les églises sont maintenant préoccupées par le fait que même si les restrictions sont assouplies, les gens sont lents et hésitent à retourner dans services à présence physique. Les églises ont été obligées de se tourner vers Internet pour offrir des services aux fidèles pendant le confinement. Un an et demi plus tard, les chefs religieux se sont réunis virtuellement pour discuter de l'impact de la technologie numérique sur le ministère et la foi des congrégations. Dans un webinaire tenu le 29 septembre 2021, ils ont également discuté de ce à quoi ressemblerait l'avenir. Le webinaire a été organisé par la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA) en collaboration avec le Conseil Œcuménique des Églises (COE) et l'Association mondiale des communicateurs chrétiens (WACC).

Vous trouverez ci-dessous les points de vue de certains des principaux orateurs, en leurs propres termes.



Les églises sont restées vides pendant les confinements de Covid-19

### Rév. Dr. Fidon Mwombeki

Un an et demi plus tard, le moment est venu pour nous de nous demander quel effet ce nouveau régime a eu sur le ministère, et comment tout cela va continuer. Nous devons prendre note du fait que la Covid est toujours avec nous.

Suite aux problèmes de connectivité, la plupart de nos populations étaient, et continuent à rester dans le désert spirituel, déconnectés de tout ministère. Quel est le statut de la foi dans le continent aujourd'hui à cause de cela?

Les églises ont vu leurs revenus baisser rapidement. Qu'est-ce que cela présage sur la viabilité des églises à l'avenir? Sommes-nous en risque que certaines églises ne soient pas en mesure de survivre à la pandémie?

A cette dynamique s'ajoute la dévastation économique que Covid a fait subir à nos fidèles. Des gens ont perdu ont perdu leurs emplois par milliers, des entreprises ont été fermées. L'Église ne peut plus s'attendre à ce que le niveau de soutien financier auquel elle était habituée avant la période de Covid. Comment pouvons-nous atténuer cela?

Même si les gouvernements ont assoupli les restrictions et autorisé les cultes avec présence physique, le feedback sur terrain est que le retour à l'église a été lent et hésitant.

Ce serait certainement très préoccupant s'il s'avérait que cela devienne une tendance durable. Il y a dans la nature humaine un sens de communion qui ne peut pas être remplacé par la technologie.

Il y a aussi le vrai défi pratique de servir les fidèles. Comment puis-je célébrer la Sainte Cène ou baptiser virtuellement?

**Le Révérend Dr Fidon Mwombeki est le Secrétaire Général de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA)**



**Dr. Stephen Brown**

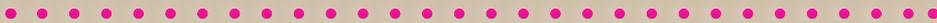


La pandémie de Covid-19 a complètement changé le paysage des églises. Offrir un soutien pastoral pendant la pandémie a été plus difficile que jamais. Les ministres de l'Eglise ont dû suivre un cours accéléré de technologie. Cela a été une expérience difficile pour de nombreuses églises et pasteurs.

Plusieurs questions se posent. Comment pouvons-nous créer un sentiment de communauté parmi les gens dispersés différemment?

Que signifie théologiquement se rassembler en tant qu'église dans les services culturels numériques ? Vivre à l'ère pandémique du ministère numérisé montre à quel point la justice numérique est importante dans le monde d'aujourd'hui.

**Le Dr Stephen Brown est rédacteur en chef du Journal Trimestriel du Conseil Œcuménique des Eglises-The Ecumenical Review- et président de l'Association mondiale des Communicateurs Chrétiens-Europe**



**Rév. Dr Bukelwa Hans**

La Covid-19 a été très perturbatrice à tous égards et elle a grandement affecté les églises. Les restrictions nous ont isolés et ont rendu impossible l'association avec les fidèles. Nos services de proximité et notre foi ont été affectés par la Covid. Nous avons des congrégations rurales mais ce que nous voulons faire est très limité en raison de problèmes de connectivité. Nous avons oublié deux groupes critiques : les jeunes et les enfants.

Après Covid-19, les églises devraient chercher comment utiliser la technologie numérique pour attirer les jeunes vers l'église.

**La Révérende Dr Bukelwa Hans est médecin et ministre ordonnée de l'Eglise Presbytérienne en Afrique Australe**

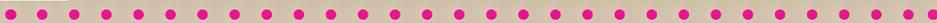


**Rév. Josaphat Calys-Tagoe**



La Covid-19 a été un signal d'alarme positif pour l'Eglise. Parfois, il faut certaines de ces perturbations pour nous réveiller. L'Eglise a été aux prises avec des problèmes d'apprentissage numérique parmi ses membres, ainsi que les algorithmes qui montrent comment le contenu est déterminé et consommé. Covid ou pas, le monde est en plein changement, et l'Eglise risque d'être laissée pour compte. L'Eglise doit considérer la technologie de l'information (TI) comme un outil pertinent, dans le cadre des outils de la mission qui peuvent l'aider à atteindre ses objectifs de mission.

**Rév. Josaphat Calys-Tagoe est un ministre ordonné de l'Eglise anglicane au Ghana**



**Rt. Tour. Ini Ukpoho**

Les restrictions dues à la pandémie de Covid-19 ont créé d'énormes opportunités pour se rattraper avec les développements technologiques. Bien sûr, il y a des défis de connectivité qui sont au-delà des capacités de l'église. L'impact de la technologie numérique dans le ministère a donné des raisons à l'Eglise de faire du plaidoyer auprès des gouvernements pour améliorer les infrastructures de connectivité sur le continent.

Il y a aussi des défis dans l'éducation numérique que l'Eglise doit améliorer. Nous devons améliorer les programmes de technologie de l'information (TI) dans nos écoles de théologie pour équiper adéquatement nos ministres avec la TI. Le monde est en plein changement et l'Eglise doit s'adapter en conséquence. Il est nécessaire de développer une approche hybride de nos services et de notre ministère. Le ministère sur terrain et le ministère en ligne doivent faire partie de la croissance de l'Eglise, en utilisant la TI comme outil de mission.

**Le Révérend Ini Ukpoho est ministre de l'Évangile à l'Eglise Presbytérienne du Nigéria.**





# Centre de Conférence Desmond Tutu



Niché dans le quartier des affaires Westlands en constante évolution de Nairobi, et se vantant de 104 chambres luxueuses confortablement meublées à double-lits et lits jumelés, le Centre de Conférences Desmond Tutu est votre destination indiquée et incontournable.

Complété par 9 salles de conférence avec des capacités de réunion de 10 à 800 participants et l'état des installations artistiques, l'hôtel est idéal pour les affaires et les loisirs. Un restaurant sur place sert le petit-déjeuner, le déjeuner et le dîner, tandis que la salle de gym dans l'enceinte du centre peut vous aider à bien démarrer la journée ou à détendre vos muscles après une journée fatigante.

Le Centre de Conférences Desmond Tutu est affilié à la Conférence des Eglises de toute l'Afrique, l'organisme œcuménique pour toutes les églises d'Afrique, et l'hôtel est fier de cette association car c'est le pilier et l'orientation sous le leadership visionnaire duquel, l'hospitalité s'ajoute à la valeur.



## CHAMBRES

Toutes les 104 chambres Du Centre de Conférence Desmond Tutu combinent confort et simplicité pour offrir à nos hôtes paix et calme après une longue journée de voyage ou réunion d'affaires. Chaque chambre est équipée de TV numérique haute résolution et connectivité WIFI complémentaire à haut débit.



## CONFERENCE

L'hôtel dispose d'un espace combiné de 1 169,5 m<sup>2</sup> (12 588 pi<sup>2</sup>) réparti sur 9 pièces, toutes éclairées par la lumière du jour. Lieu parfait aussi bien pour les petites réunions et les réunions intimes de moins de 10 personnes aux grands rassemblements de plus de 800 participants.

Les installations comprennent un équipement audiovisuel de pointe, climatisation, services de visioconférence, cabine de traduction et équipement d'interprétation vocale simultanée

## RESTAURANTS

L'hôtel dispose de 2 restaurants sur place avec une capacité d'assise combinée d'accueil de 200 invités à tout moment servie par une équipe de chefs professionnels et un personnel de service prêt à livrer des plats authentiques des cuisines du Centre de Conférence Desmond Tutu. L'hôtel offre également une gamme de plats pour clientèle hors-site.



## CONTACTS

Telephone: +254 710 734728 | +254 20 4440224, 4442215 Email: [reservations@CETA-ceta.org](mailto:reservations@CETA-ceta.org) | [marketing@CETA-ceta.org](mailto:marketing@CETA-ceta.org) |  
Website: [www.desmondututuconference.org](http://www.desmondututuconference.org)